



## Marées noires

Tony Hayward, le directeur général de BP, a supprimé depuis son arrivée 5000 emplois dans l'entreprise. La presse financière écrit : « Dans la city, de l'avis général, Tony Hayward a effectué un parcours sans faute sur le volet de la création de valeur à l'actionnaire. Le budget sécurité n'aurait pas été touché par cette mise au régime. »

Nick Sarkozy, le chairman de France Société anonyme and Co. à responsabilité très limitée, a supprimé plus de 100 000 emplois depuis son arrivée. La presse financière écrit : c'est un bon début. Cet assainissement des services publics ne met en cause d'aucune façon les missions de leurs activités. Le budget sécurité publique a d'ailleurs été sensiblement conforté. Nous allons dans la bonne direction.

Stratégie de la cloche ou tentative de colmatage de la fuite par des tonnes d'obligations pourries, on ne sait plus trop où on en est au milieu de toutes ces pollutions.

Ce dont les pouvoirs publics sont conscients, ici et là-bas, c'est qu'à force de balancer des saloperies pour endiguer les débordements de colère de la Terre ou de ses habitants qui travaillent, ça peut péter.

Là-bas en bas, dans le golfe du Mexique, ça causerait une catastrophe presque aussi grande que les dégâts commis par le « capitalisme moderne » : il y en aurait partout.

Chez nous, c'est autre chose. Il est plus que temps d'accélérer la campagne d'explication, de convergence des stratégies syndicales et des collectifs, de convaincre la totalité de la population qu'ensemble, nous pouvons et nous devons faire autrement. Partout.

Face à la marée noire des dégâts du stade sarkozien du capitalisme financier et de rente, plus de 60 000 salariés ont manifesté dans les rues de l'Aquitaine jeudi dernier, plus de 100 000 ont fait grève.

En 1953, le gouvernement Laniel a tenté de réduire le nombre des fonctionnaires et d'allonger de 7 ans la durée de cotisation pour les retraites. Du 4 au 25 août, les grèves ne cessèrent pas et prirent de l'ampleur. 4 millions de fonctionnaires sont descendus dans la rue. Le gouvernement Laniel dut reculer, annuler les révocations et abandonner les poursuites contre des militants.

C'était l'été. Ce fut possible.

Vendredi soir, la FSU a déclaré qu'elle « n'acceptera aucune nouvelle dégradation de la situation des fonctionnaires et des agents publics. »

Demain lundi, une nouvelle intersyndicale se réunit pour analyser la situation et construire les suites du mouvement. La FSU y défendra la nécessité urgente d'amplifier la lutte et d'accélérer les convergences : il y a urgence : la marée noire des dégâts du « libéralisme » s'étend.